

14 SEPTEMBRE 2017

Déclaration du Réseau Européen sur la Birmanie concernant la crise Rohingya

La réaction de l'Union Européenne sur la situation dans l'Etat d'Arakan est totalement insuffisante et inappropriée.

Les membres du Réseau européen pour la Birmanie sont profondément préoccupés par la réponse totalement insuffisante de la communauté internationale face aux violations des droits de l'homme et humanitaires qui ont lieu en Birmanie.

Madame Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, a publié une première déclaration le 6 septembre, presque deux semaines après le début de la crise, puis une seconde le 11 septembre. Aucune de ces déclarations ne mentionne le nom des Rohingya. Le Service Européen pour l'Action Extérieure n'a pas non plus condamné explicitement l'armée birmane pour les attaques contre les Rohingya dans son dernier communiqué, déclarant simplement: « Les forces de sécurité participant aux opérations en cours ont le devoir de faire preuve d'un maximum de retenue et de protéger les civils non armés. Il est urgent que les tensions, de toutes parts, s'apaisent et que le droit international relatif aux droits de l'homme soit pleinement respecté »

Les événements actuels en Birmanie constituent probablement la pire crise humanitaire des droits de l'Homme mais aussi la pire crise humanitaire causée par l'homme, que le pays a connu depuis des décennies.

En seulement trois semaines:

- Les chiffres officiels indiquent que des centaines de personnes ont été tuées par les militaires. Des sources fiables parlent de 4 500 morts, d'autres de plus de 8 000 morts.
- Plus de 35 000 habitations de familles Rohingya et 140 villages auraient été détruits.
- Selon les estimations de l'ONU, 370 000 Rohingyas ont fui vers le Bangladesh depuis le 25 août. Au moins 100 000 sont peut-être encore en Birmanie après avoir fui leur domicile.
- Plus de 40 000 Rohingyas sont piégés dans zones montagneuses, sans nourriture, ni médicaments, ni abris.
- La population se voit refuser une assistance vitale.
- Des rapports indiquent que l'organisation Rohingya (ARSA- Arakan Rohingya Salvation Army) cible les populations Arakanaises et Hindoues, mais aussi que des Arakanais attaquent des villageois Rohingya.
- Le gouvernement et leurs porte-paroles continuent de nier les abus qui se produisent et exacerbent les tensions.
- Le gouvernement et ses porte-paroles accusent à tort les ONG internationales et les Nations Unies d'aider les « terroristes ».
- Des témoignages récents indiquent que des enfants sont brûlés vivants et mentionnent des cas de torture et d'autres violations des droits de l'homme.

L'Union Européenne doit cesser d'émettre de simples déclarations qui n'ont aucun impact et doit mettre en œuvre des actions concrètes pour aider à la cessation des attaques contre les Rohingyas. Il est tout à fait inacceptable que l'Union Européenne ne nomme pas les Rohingya par le nom de leur groupe ethnique lorsqu'elle se réfère à eux, alors même qu'ils sont victimes de terribles

persécutions. L'Union Européenne doit maintenant utiliser ses pouvoirs pour faire pression sur le Commandant-en-chef birman des Armées, le Général Min Aung Hlaing, à travers plusieurs canaux.

L'Union européenne et ses Etats membres devraient:

- Instaurer une pression diplomatique publique et privée sur l'armée birmane
- Adopter une position commune interdisant l'approvisionnement de l'armée birmane en tous types d'équipements et fournitures et mettre fin à tous les programmes de formation et de coopération avec les militaires
- Soutenir et travailler à la mise en place d'un embargo des Nations Unies sur les armes à l'encontre de l'armée birmane
- Émettre une interdiction de visa pour les militaires haut-gradés, à l'exception de leur venue pour des réunions spécialement consacrées aux droits de l'homme et à la démocratie
- Soutenir une résolution d'urgence sur la situation en Birmanie au Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies
- Réinstaurer la résolution sur les droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Birmanie
- Fournir des fonds supplémentaires pour répondre aux besoins des réfugiés au Bangladesh

Tout engagement avec l'armée birmane doit être un engagement critique.

L'Union Européenne devrait également préciser au gouvernement birman que tout soutien et coopération futurs seront conditionnés à un changement majeur de politique envers les Rohingyas.

Signataires:

Actions Birmanie
Association Suisse Birmanie
Burma Action Ireland
Burma Campaign UK
Burmese Rohingya Organization UK
Christian Solidarity Worldwide
Info Birmanie
Norwegian Burma Committee
Olof Palme International Center
Society for Threatened Peoples – Germany
Swedish Burma Committee

Lien vers la déclaration du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) :

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/31894/d%C3%A9claration-de-la-haute-repr%C3%A9sentante-de-lunion-et-vice-pr%C3%A9sidente-de-la-commission-mme_fr

https://eeas.europa.eu/delegations/myanmar-burma/31921/statement-hrvp-mogherini-latest-developments-rakhine-state-myanmar-and-border-region_en